

LE FRONT POPULAIRE A 90 ANS

(2^e PARTIE)

par Pierre Miléo, docteur en histoire,
membre du CREAL76



Manifestation unitaire du 14 juillet 1935

Nous consacrons une brochure en trois parties à la commémoration du 90^e anniversaire du Front populaire .
Retrouvez-la : <https://www.creal76.fr/pages/nos-publications/brochures-du-creal-76.html>

La prise du pouvoir

Désormais le mouvement des masses est en marche et, sûr de son unité, soutenu par tous les partis populaires et démocratiques qui se sont unis à lui, il traverse le pays.

Ce mouvement est confronté à l'opposition patronale. Elle entend garder ses acquis et considère toute concession économique et/ou sociale comme un encouragement aux revendications ouvrières qu'elle refuse obstinément de satisfaire. S'appuyant sur les ligues royalistes et/ou conservatrices, elle n'hésite pas à affronter violemment les mouvements sociaux consécutifs à la crise économique qui dure et altère la condition ouvrière.

Très rapidement, la mobilisation qui se fait autour d'un programme qui réclame « le pain, la Liberté et la Paix » rassemble la totalité de la classe ouvrière. Les partis politiques qui l'encadrent sont désormais obligés de fournir une réponse politique et programmatique à la mobilisation des masses tant urbaines que paysannes.

- Alors, quelles sont les revendications des travailleurs ?
- Quels sont les moyens qu'ils se donnent pour arriver à leurs fins ?
- Quelles seront les réponses patronales à ces revendications ?

La mobilisation populaire et la victoire électorale



Manifestation unitaire du 14 juillet 1935

Dès le lendemain du succès aux élections municipales des 5 et 12 avril 1935 et des manifestations unitaires du 14 juillet 1935, les comités de vigilance, les syndicats (1) et les

organisations humanitaires, les partis politiques de gauche (SFIO, PC, aile gauche des radicaux), se fondent dans un Comité national du Front populaire, fort de l'adhésion d'une centaine d'associations et présidé par l'intellectuel socialiste Victor Basch.

Une de ses principales actions est de construire un programme de gouvernement pour la conquête du pouvoir.



Viktor Basch
(1863-1944)

1. Qui se réunifient, la CGTU rejoignant la CGT, sous la pression des syndicats de base qui débordent les consignes des deux confédérations avant et pendant le congrès de Toulouse. Cf. Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Paris, Le Seuil, 2006, p.195-201

Les différents gouvernements qui se sont succédé depuis 1934 pratiquent une politique budgétaire d'austérité qui culmine, malgré l'avertissement sévère du résultat des élections municipales, dans la réduction de 10 % des salaires et des pensions de la Fonction publique par le gouvernement de Pierre Laval (1883-1945), pendant l'été 1935. L'utilisation des décrets-lois, qui ne nécessitaient pas de vote pour être mis en place, favorisait cette politique qui appauvriissait la rémunération du travail.

Les travaux de ce Comité national du Front populaire aboutissent à un programme qui rompt avec les pratiques de la politique d'austérité qui ne fait qu'augmenter la misère des travailleurs sans résoudre la crise. Il s'appuie sur la conquête de droits sociaux importants et s'inspire de nouvelles théories économiques soutenues par Keynes (1883-1946) qui s'oppose aux politiques d'austérité et préfère une relance de l'activité industrielle et économique par l'emprunt et les grands travaux.

Ainsi ce programme comporte l'établissement de la semaine de quarante heures, la mise en place d'un système de sécurité sociale plus protecteur en matière de santé et d'assistance contre le chômage (2). Certains travailleurs comme les mineurs réclament une pension de retraite. Les salaires seront

augmentés et les mesures d'austérité, évoquées plus avant, seront supprimées.

Il n'ignore pas les dangers extérieurs et les menaces pour la paix que certains États font courir en Europe et dans le monde, y compris dans l'empire colonial et prévoit un nouveau statut pour l'Algérie et l'abandon du « code de l'indigénat (3) ». Il en désigne les responsables et en particulier ceux qui veulent s'en prendre aux libertés fondamentales, dans le pays et à nos frontières. C'est pourquoi le programme du Front populaire veut dissoudre les ligues qui s'en prennent aux organisations démocratiques pour établir un État autoritaire.

Il propose d'augmenter le financement de la Défense nationale pour s'équiper d'un armement moderne et efficace capable de répondre à une menace extérieure. Pour consolider cet effort, le programme du Front populaire comprend la nationalisation des usines d'armement afin de mieux contrôler leur activité et l'usage des fonds qui leur seront attribués. Il en est de même pour l'industrie aéronautique devenue essentielle dans l'armement et les compagnies de chemin de fer qui sont au bord de la ruine.

Toutefois, les partis politiques de gauche, pour diverses raisons, ne sont toujours pas convaincus que la nationalisation des activités économiques soit une solution pour

2. Les 15 jours de congés payés par an, proviendront d'une proposition des parlementaires radicaux socialistes qui réussissent à la faire voter. Néanmoins, Napoléon III les avait déjà accordés à ses fonctionnaires en 1852 et certains patrons, très peu, aussi avant 1936.

3. Code honni par les intéressés qui les rendait esclaves de leur patron et interdits de liberté individuelle.

résoudre les problèmes politiques et sociaux. Néanmoins, le prix du blé sera contrôlé par l'État afin de maintenir et soutenir sa production et l'écarter des menaces de dévaluation par les distributeurs, qui mettraient les petits agriculteurs et les ouvriers dans des difficultés alimentaires et salariales. De plus, les coopératives sont favorisées et reçoivent des engrais diversifiés à prix coutant. Les saisies et les diverses dettes sont annulées. Enfin, les banques sont réorganisées et mieux contrôlées pour empêcher le « pillage » de l'épargne.

Ce programme est diffusé le 11 janvier 1936 et les masses s'en saisissent pour mener une campagne relativement courte mais très active et virulente de quatre mois. Les manifestations et rassemblements pour le soutenir sont très fréquentés et traduisent une réelle adhésion et un soutien massif aux propositions qui y sont faites.

Les oppositions sont très marquées et les menaces de l'extérieur très présentes : l'Italie qui finance les ligues françaises qui voudraient installer un régime similaire en France s'enfonce dans une guerre longue et difficile en Éthiopie, l'Allemagne réarme et réoccupe la Rhénanie. Mais ce sont les organisations ouvrières, partis, syndicats, associations, du PC au Parti radical (de gauche) qui se mobilisent. Les divergences sont oubliées et un réel désir de changement

se manifeste dans le pays, y compris dans les campagnes où apparaissent des organisations et syndicats de paysans qui se mobilisent contre les saisies de propriétés des petits agriculteurs insolvable ou pour la défense du prix du blé.

Enfin, c'est la première fois que toute la gauche se présente unie, du Parti communiste aux radicaux de gauche en passant par la SFIO.

Cette campagne voit de nouveaux moyens de propagande tels que la radio nationale - cinq millions de Français disposent d'un poste de réception (4) - qui commence à in-



Georges Mandel
(1885-1944)

former l'ensemble de la population et qui, sous l'impulsion du ministre Georges Mandel (5), est dotée de puissants émetteurs répartis sur tout le territoire. Cependant, selon les régions, cette in-

formation est inégalement répartie variant avec le nombre de récepteurs. Dans les coins les plus reculés du territoire, c'est souvent le café du village qui sert de récepteur. C'est surtout la presse papier qui est à la pointe pour cette information et une bataille est aussi engagée pour la liberté de la presse qui doit être réglementée afin qu'elle n'appartienne pas seulement aux plus riches ou ne puisse pas répandre de fausses

4. Cf. Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire : l'échappée belle.*, Paris, Texto, 2018, p.86

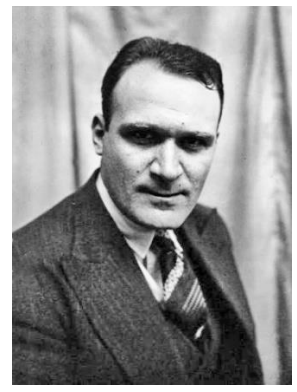
5. Cf. *Ibid*, p.86

informations, salissant souvent les adversaires ne pouvant se défendre. Enfin, le cinéma entre aussi dans l'affrontement électoral pour la première fois avec le film de Jean Renoir (1894-1979), *La vie est à nous*. On y voit un instituteur qui tente de glorifier une certaine idée de la France que ses élèves ne retrouvent pas dans leur quotidien chargé de l'injustice et de la misère créées par les agissements des « 200 familles » qui se partagent les richesses du pays.

Ce programme largement discuté par les masses qui, pour la première fois, participent à son élaboration, est soutenu par une large part de l'électorat ouvrier, paysan mais aussi des classes dites « moyennes ». Il aborde des problèmes qui apparaissent pour la première fois dans des programmes électoraux. Outre les revendications salariales et sociales, il aborde aussi des domaines comme l'éducation, la culture et les loisirs, en particulier le sport, comme une nécessité pour promouvoir une vie meilleure et plus heureuse. Sur ces problèmes, des avancées considérables sont enregistrées, conduites par des ministres comme Jean Zay, qui limite l'effectif à un maximum de 35 élèves par classe et porte l'obligation scolaire à 14 ans ou Léo Lagrange, qui fonde les auberges de jeunesse qui facilitent les rencontres culturelles entre jeunes de divers horizons et organise les Olympiades populaires qui concurrencent les Jeux olympiques de Berlin.



Jean Zay
(1904-1944)



Léo Lagrange
(1900-1940)

La mobilisation populaire est énorme, le désistement automatique pour le candidat du Front populaire arrivé en tête est d'une redoutable efficacité et provoque le même effet qu'aux élections municipales. Si au premier tour les résultats semblent très proches de ceux de 1932, la droite ne perdant que 70 000 voix (1,5 % de son électorat), au second tour du 3 mai, le désistement des candidats du Front populaire opère à plein et le nombre de députés de la droite retombe à 224. Elle est laminée par le Front populaire qui au total compte 336 députés soit un gain de 162 sièges. La SFIO reste stable avec une légère progression de 17 du nombre de ses députés, mais leur groupe est le plus gros de la coalition. Les radicaux perdent un tiers de leurs députés et c'est le Parti communiste qui crée la surprise en multipliant son nombre de députés pratiquement par 4, passant de 19 à 72. Une grande partie des députés radicaux qui reste fidèle à sa direction, basculera à droite quand les difficultés économiques et sociales de 1937 se pré-

senteront. Mais pour l'heure, plus rien ne peut légalement s'opposer à la mise en place du programme de gouvernement du Front populaire.

Du moins, c'est ce qu'affirme le député Marceau Pivert (1895-1958) : « Dans

l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, oui TOUT EST POSSIBLE aux audacieux (6) » et précisant : « *Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de notre histoire (7).* »

La mise en place du nouveau gouvernement s'étale jusqu'au 4 mai



Cécile Brunschvicg
(1877-1946)



Irène Joliot-Curie
(1897-1956)



Suzanne Lacore
(1875-1975)

Fort de son programme et des hommes qui vont le constituer, le gouvernement élu le 4 mai, s'installe enfin le 6 juin 1936. Là aussi, sa composition politique est nouvelle : pour la première fois dans l'histoire française, des ouvriers, des syndicalistes, des socialistes et trois femmes, Irène Joliot-Curie, Cécile Brunschvicg et Suzanne Lacore vont y entrer. Pourtant, ces dernières n'ont toujours pas le droit de vote auquel le Sénat continue à s'opposer, envers et contre tous, sous la houlette des radicaux de tous bords. Elles vont, pour la première fois après la Commune de Paris de 1870, être très présentes

dans les conflits qui les concernent. Ce qu'a immortalisé la célèbre photo de Willy Ronis montrant Rose Zehner (1901-1988) haranguant ses camarades, sur une table, pendant la grève chez Citroën.

Ce sont les socialistes qui, conformément aux résultats du vote, dominent ce gouvernement et qui acceptent de le diriger, en la personne de leur premier secrétaire, Léon Blum (1872-1950), qui le préside, entouré de 16 ministres socialistes. Les radicaux de gauche complètent ce gouvernement avec 13 ministres et participent à l'engouement général, en innovant dans la gestion des

6 Marceau Pivert, dans « *Tout est possible* », article paru dans *Le Populaire* du 27 mai 1936, quotidien de la SFIO, cité par Ludvine Bantigny, *Les « XX^e siècle » français, La France et les Français de 1914 à nos jours*, Ellipses, Paris, 2006, p.64

7. *Ibid*

affaires économiques, sociales et culturelles comme nous avons pu le voir précédemment dans l'élaboration du programme du Front populaire. Trois femmes ministres, issues de l'Union socialiste et républicaine, complètent cette liste (8).

Mais les communistes refusent d'y participer, se réservant une place d'observateur vis-à-vis de ce gouvernement qu'ils se contentent de soutenir.

Enfin, le programme qu'entend suivre ce gouvernement est animé par une autre vision de la conduite économique du pays qui

fait une large place à la relance par une hausse des salaires, une réelle sécurité sociale fondée sur une amélioration des conditions de travail, des investissements financiers dans la réalisation de grands travaux et la nationalisation de grandes entreprises nécessaire à l'amélioration des services publics, en particulier les transports ferroviaires (SNCF) ou les usines d'armement.

Cependant, la tentative inattendue de coup d'État en Espagne et la réaction patronale vont entraver ce gouvernement.

L'opposition patronale et l'insurrection ouvrière et paysanne

Néanmoins, les chefs d'entreprise ne l'entendent pas de cette oreille et les premiers heurts qu'ils provoquent soulèvent la révolte ouvrière, voire paysanne dans certaines régions. Les patrons ne veulent rien changer à leurs habitudes et, pour le montrer, engagent des sanctions sévères à l'encontre d'ouvriers qui n'observent pas les consignes patronales à la lettre. Forts de leur victoire électorale, les travailleurs de certaines entreprises répondent à la répression patronale. Les premiers affrontements démarrent aux usines Breguet du Havre où des ouvriers décident de débrayer pour se rendre à la manifestation du 1^{er} mai. Parmi eux, deux

ouvriers, Triboulet et Vachon, sont licenciés par leur direction. Les ouvriers décident l'occupation de l'usine et revendiquent la réintégration immédiate des ouvriers licenciés et le versement du salaire y afférent.

Ici il faut souligner que la réunification de la CGT lors du congrès de Toulouse du 3 au 5 mars 1936 a facilité la mobilisation ouvrière et a provoqué une « ruée syndicale (9) ».

Le même constat est fait pour le mouvement aux usines Latécoère de Toulouse, où sont réintégrés dans leur poste les trois « meneurs », Caballé, Gelle et Rouzeau. Dans les deux cas, la grève s'étend très rapidement dans les usines alentour qui

8. Cf. Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire : l'échappée belle*, Paris, Texto, 2018, p.112

9. Cf. P. Miléo, « Le Front populaire a 90 ans, 1^{ère} partie », p. 3



Grève des métallos : occupation d'une usine de la banlieue parisienne

s'organisent pour un conflit qui va durer. Les grévistes constituent un comité de grève qui met en place un plan d'occupation de l'usine et dresse un cahier de revendications, puis appellent à la solidarité la population environnante. Ainsi se développe un mouvement revendicatif très organisé, dirigé par des travailleurs expérimentés qui vont préciser les buts du mouvement, les revendications qui l'accompagnent, installer la sécurité de l'outil de production et des installations environnantes.

Bientôt le conflit fait « tache d'huile » et s'étend dans la région parisienne, dans le Nord et le Pas-de-Calais, puis dans d'autres

régions. Curieusement, les grévistes s'installent dans le calme et la joie, confiants en leurs chefs, au milieu d'une fête porteuse d'un grand espoir de liberté et de justice sociale.

La panique, chez certains patrons qui se voient contraints de négocier avec leurs ouvriers, installe durablement un désir de revanche à n'importe quel prix. Le gouvernement, dont les travailleurs en grève attendent le soutien, convoque les belligérants à l'hôtel Matignon (7 juin 1936) pour une négociation générale du conflit.

En une nuit, les travailleurs français obtiennent des avancées qui sont encore

aujourd'hui le fondement du droit social français. Ils obtiennent la reconnaissance du droit syndical et la protection des délégués du personnel, l'établissement des conventions collectives de branche, l'interdiction de sanction pour faits de grève et une augmentation des salaires de 7 à 15 %.

Ces conquêtes sont complétées par des lois votées au Parlement entre le 7 et la fin du mois de juin 1936. Il s'agit de la semaine de travail réduite à 40 heures, des deux semaines annuelles de congés payés et de la création de délégués du personnel dans les entreprises.

Cette dernière institution change les rapports entre ouvriers et patronat qui doit désormais respecter les règles du travail, y compris dans leur entreprise conformément à la loi. Elle renforce la protection des ouvriers vis-à-vis de patrons indécents. L'État de droit et la démocratie ne s'arrêtent plus aux portes des entreprises privées.

Ces acquis incitent les travailleurs qui ne les ont pas obtenus de leur patron, conformément aux accords et lois votés, à se mettre en grève pour en bénéficier. Ce qui explique qu'il y aura encore deux vagues successives de grèves qui se produiront, jusqu'en août, pour obliger les patrons récalcitrants à observer les lois que la nation s'est données. Le mouvement concerne tout le pays jusque dans les campagnes les plus reculées où les agriculteurs se mobilisent pour garder le contrôle de l'Office national interprofes-

sionnel du blé destiné à protéger la valeur de ce produit et sa juste rémunération.

C'est pourquoi ce conflit revêt un aspect de fête et de liberté qui peuvent enfin s'exprimer librement, avec légitimité et fierté. À la solidarité joyeuse et festive qui s'exprime par le soutien matériel des populations autour des industries en lutte, s'ajoute une prise en main par les travailleurs de leurs propres revendications et des moyens d'y parvenir. Ce sont eux qui dirigent pacifiquement leur lutte, avec le souci de préserver l'outil de production afin qu'il puisse être remis en marche sans problème, et prennent les décisions y afférent. Les valeurs d'égalité et de fraternité commencent à revêtir une réalité, même dans l'usine. Elles sont accompagnées par une révolution rapide et florissante des loisirs qui prennent une dimension jusqu'alors inconnue. Les vacances payées permettent une explosion des limites de la culture, une confrontation à des pratiques encore inconnues et à un partage. La pratique du sport, jusque-là réservée à une élite bourgeoise et régie par la seule compétition, est réformée dans un sens culturel et sanitaire permettant d'améliorer des pratiques de détente et de réparation qui s'adressent à toute la population. Des soutiens financiers sont prévus pour réaliser ces objectifs.

C'est du moins ce que ce mouvement a laissé en mémoire dans l'histoire du monde ouvrier. Le mouvement de grève a même, et pour la première fois, atteint les colonies et

notamment l'Algérie, où les syndicats font leurs premières apparitions, obligeant le patronat colonial à faire les mêmes concessions qu'en métropole. Le gouvernement de Front populaire veut y abolir le « code de l'indigénat », et donner à tous les habitants le même statut de citoyens français (10). La Tunisie et le Maroc se joignent assez rapidement au mouvement. En Indochine, ce sont les autochtones qui soutiennent leurs propres dirigeants de la section indochinoise de la III^e Internationale pour revendiquer leur indépendance et l'application immédiate des accords de Matignon dans leur pays. Mais la conjoncture internationale s'assombrit subitement dès juillet 1936 : une tentative de coup d'État militaire en Espagne échoue devant la mobilisation des travailleurs madrilènes qui s'opposent, armes à la main, aux militaires putschistes.

La Société des Nations, qui n'a pas réussi à s'opposer à l'Italie qui veut coloniser l'Éthiopie, ne parvient pas plus à interdire l'intervention des puissances fascistes, essentiellement allemande et italienne, dans le conflit militaire qui se développe dans la République espagnole entre républicains et putschistes monarchistes. Ce conflit, qui concerne toute l'Europe et au-delà, divise la gauche française dont certains éléments militent et s'engagent pour une intervention des

démocraties dont les principes de gouvernement sont bafoués. Ces dernières n'interviennent que très peu(11) ou jamais, alors que les puissances autoritaires s'y impliquent ouvertement et n'hésitent pas à attaquer les populations civiles. Le refus du gouvernement français d'intervenir dans le conflit espagnol provoque une fissure suffisamment importante pour remettre en question l'unité du Front populaire dont certains militants partent à l'appel des Brigades internationales qui ont rejoint le gouvernement républicain espagnol. Les communistes et la gauche du Front populaire revendiquent « des canons, des avions pour l'Espagne ». Ce que la droite et les radicaux refusent absolument, soutenus par un puissant courant pacifiste qui mord largement sur les effectifs radicaux et socialistes.

Enfin, la crise économique fait son retour et Léon Blum est contraint de dévaluer le franc, contrairement à ce qu'il avait promis.

Il propose en février 1937 « une pause » dans les réformes qui seraient la cause des difficultés financières du gouvernement. Refusant d'instaurer l'échelle mobile des salaires, rejetant l'impôt sur le capital qui expliquerait la fuite des capitaux vers l'étranger, ayant laissé tirer « les forces de l'ordre » sur une manifestation contre le Parti populaire français (PPF) de Doriot, à Clichy, il devient

10. Il s'agit de la loi, Léon Blum-Maurice Violette (1870-1960) du Front populaire, qui n'eut pas le temps de faire appliquer sa loi pourtant votée par le parlement.

11. Seul, Léon Blum autorisera jusqu'à la fin de son premier ministériat la livraison de matériel de guerre clandestinement pour secourir la République espagnole.

le « fusilleur » pour une partie de son électorat qui s'effondre. Ces derniers éléments le contraignent à la démission en juin 1937 et permettent le retour au pouvoir des radicaux avec Camille Chautemps.



Camille
Chautemps
(1885-1963)

Conclusion

Craignant une prise du pouvoir par des mouvements nationalistes autoritaires, à partir des événements du 4 février 1934, la classe ouvrière française, pourtant divisée, réussit à s'organiser pour empêcher que les événements d'Italie ou d'Allemagne ne se reproduisent en France. Tirant le bilan des erreurs commises par les organisations populaires de ces pays, elle réussit à construire un mouvement unitaire, dépassant ses limites, pour barrer la route du pouvoir aux partis politiques de droite et à leurs ligues d'extrême droite.

Elle sut, à cette occasion, s'organiser par elle-même pour conserver une victoire conquise dans les urnes et obliger ses dirigeants à remplir leur engagement électoral. Ce faisant, elle put montrer ses capacités d'organisation et de discipline, pour atteindre, sans violence inutile, les buts qu'elle s'était fixés.

Les femmes se sont engagées dans ces luttes. Elles n'ont cependant pas obtenu tout ce qu'elles espéraient, à commencer par le droit de vote et l'égalité salariale.

Mais les conquêtes que fit la classe ouvrière pendant cette période furent à l'origine d'avancées sanitaires, d'éducation, de culture et de justice sociale que l'on retrouve encore aujourd'hui dans notre système social.

C'est pourquoi le Front populaire demeure un grand moment de notre histoire politique et sociale qui nous sert de guide et de repère pour l'action contemporaine.

En s'en inspirant, un nouvel épisode des luttes sociales pourrait être plus qu'une « *échappée belle* (12) » ou « *une parenthèse* (13) » hors du système capitaliste.

12. Cf. Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire, l'échappée belle*, Paris, Texto, 2018.

13. Cf. Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent ans à nos jours*, Marseille, Agone Mémoire Sociale, p. 534.

Crédit photos

P. 2 **Victor Basch** : Gallica Œuvre dérivée : Agamitsudo, Public domain, via Wikimedia Commons

P. 2 **Manif 14.07.1935** Photographie : Agence Meurisse Source : Gallica – Bibliothèque nationale de France, ID btv1b90274205/f1

P. 4 **Georges Mandel** AnonymousUnknown author (Keystone-France), Public domain, via Wikimedia Commons

P. 5 **Jean Zay, vers 1936** Photographie anonyme, domaine public (PD-anon-70-EU). Source : Wikimedia Commons.

P. 5 **Léo Lagrange, 1932** Photographie anonyme, domaine public (PD-anon-70-EU). Source : Wikimedia Commons.

P. 6 **Irène Joliot Curie** Archives numériques nationales, Public domain, via Wikimedia Commons

P. 6 **Cécile Brunschvicg** Henri Manuel, Public domain, via Wikimedia Commons

P. 6 **Suzanne Lacore** Agence de presse Meurisse, Public domain, via Wikimedia Commons

P. 8 **Ouvriers en grève métallos** Agence de presse Meurisse, Public domain, via Wikimedia Commons

P. 11 **Camille Chautemps** postcard, Public domain, via Wikimedia Commons

Édité par le CREAL76, octobre 2026

Comité de réflexion et d'action laïque de Seine-Maritime

www.creal76.fr

creal76@creal76.fr

